

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

RDC : LE GROUPE JIHADISTE ETAT ISLAMIQUE REVENDIQUE UNE ATTAQUE

Le groupe Etat islamique a revendiqué lundi une attaque en République démocratique du Congo (RDC) ayant tué au moins 23 civils dans un village de l'est du pays. L'Etat islamique (EI) a publié un communiqué sur Telegram annonçant que des membres du groupe jihadiste avaient mené une attaque dans la nuit de dimanche à lundi, en territoire de Beni au Nord-Kivu, une tuerie jusque-là attribuée par les autorités locales aux ADF (Forces démocratiques alliées).

AFRIQUE DU SUD : PRETORIA SE DIT "AMIE" DE LA RUSSIE

L'Afrique du Sud, critiquée pour sa position "neutre" refusant de condamner Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine, a franchi un nouveau cap lundi en se disant "amie" de la Russie, lors d'une rencontre entre les chefs de la diplomatie des deux pays à Pretoria. Le pays d'Afrique australe a récemment annoncé qu'il accueillerait en février les marines russe et chinoise pour des manœuvres communes au large de ses côtes et "renforcer des relations déjà florissantes". "Tous les pays effectuent des exercices militaires avec leurs amis", a déclaré lundi la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Naledi Pandor, lors d'une conférence de presse à l'issue d'une rencontre avec son homologue russe Sergueï Lavrov.

TCHAD : HUMAN RIGHTS DÉVOILE SON RAPPORT SUR LE «JEUDI NOIR»

Dans un rapport rendu public le lundi 23 janvier 2023, l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch (HRM) indique notamment que "la violence à l'encontre des manifestants a été extrême et disproportionnée" le 20 octobre 2022 au Tchad, durant une manifestation de l'opposition qui avait été interdite par les autorités. Ce jour là les manifestants protestaient à Ndjamena et plusieurs autres villes contre le maintien à la tête de la transition de Mahamat Idriss Deby Itno.

Rassemblements par JMN

Burkina : le gouvernement demande le retrait des troupes françaises

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

Le porte-parole du gouvernement du Burkina Faso a confirmé hier que Ouagadougou avait demandé le départ des troupes françaises basées dans le pays dans un délai d'un mois, mais Paris a répondu attendre des clarifications de la part du président de transition Ibrahim Traoré.

"Ce que nous dénonçons c'est l'accord qui permet aux forces françaises d'être présentes au Burkina Faso. Il ne s'agit pas de la fin des relations diplomatiques entre le Burkina Faso et la France", a déclaré lundi midi le porte-parole du gouvernement burkinabè, Jean-Emmanuel Ouédraogo, dans une interview sur la Radio-Télévision du Burkina (RTB).

"Les forces françaises sont basées à Ouagadougou sur la demande du Burkina Faso et de

ses autorités. Cette dénonciation est dans l'ordre normal des choses, elle est prévue dans les termes de l'accord militaire", a-t-il poursuivi, indiquant que la procédure laissait "un mois à l'autre partie pour accéder à cette requête".

Le Burkina héberge actuellement un contingent de près de 400 forces spéciales françaises, la force Sabre.

Dans un courrier du ministère burkinabè des Affaires étrangères adressé à Paris et daté de mercredi, dont l'AFP a eu copie, Ouagadougou "dénonce et met fin dans son entièreté à l'accord" du 17 décembre 2018 "relatif au statut des forces armées françaises intervenant" dans la lutte antijihadiste dans le pays sahélien. "Nous avons bien reçu la note verbale (du ministère burkinabè) transmise à notre ambassade", a indiqué lundi à l'AFP la porte-parole du Quai d'Orsay, Anne-Claire Legendre, dans une déclaration écrite.



La France, ex-puissance coloniale, est contestée au Burkina Faso depuis plusieurs mois.

"Comme l'a dit le président de la République (Emmanuel Macron) hier, nous attendons que le président de la transition burkinabè (Ibrahim Traoré) clarifie la portée de cette note", a-t-elle ajouté. Paris souhaite que la demande de départ soit confirmée par le président Traoré lui-même avant d'en prendre acte. Des sources concordantes françaises font état de désaccords au sein du

gouvernement burkinabè sur le maintien ou non des troupes françaises. "Au stade actuel nous ne voyons pas comment faire plus clair que cela", avait déclaré auparavant lundi M. Ouédraogo. Selon lui cette demande de départ des forces françaises "n'est pas liée à un événement en particulier". La France, ex-puissance coloniale, est contestée au Burkina depuis plusieurs mois.

Cameroun : après l'assassinat d'un journaliste, colère et peur chez ses pairs

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

PRINCE Nguimbous ne cache ni sa colère, ni sa peur. Une affiche sur le ventre : "Si je parle, je meurs", il rendait hier un dernier hommage, comme une centaine de journalistes camerounais, à Martinez Zogo, enlevé et retrouvé mort, le corps mutilé. Ses confrères et consœurs sont venus déposer fleurs et bougies au siège de sa radio privée Amplitude FM, à Yaoundé, où il animait quotidiennement une émission dénonçant l'affairisme et la corruption dans ce pays d'Afrique centrale dirigé depuis plus de 40 ans par Paul Biya, et son tout puissant parti.

Enlevé le 17 janvier dans la banlieue de la capitale, devant un poste de gendarmerie, Arsène Salomon Mbani

Zogo, dit "Martinez", 50 ans, est retrouvé mort cinq jours plus tard dimanche. "Son corps a manifestement subi d'importants sévices", a annoncé le gouvernement.

"Journaliste respecté (...), il dénonçait régulièrement des détournements de fonds présumés par des personnalités connues, notamment du monde des affaires. Son probable assassinat s'ajoute à la trop longue liste des personnes tuées, violentées, condamnées ou intimidées au Cameroun pour s'être exprimées sur des violations des droits humains, et cela dans une impunité totale", s'est émue hier Amnesty international dans un communiqué.

"Il est allé à la gendarmerie, il a crié, mais personne n'a rien fait", s'énerve Chantal Roger Tchuilé, directeur du journal La



Les journalistes camerounais rendant hommage à leur confrère assassiné.

tribune de l'Est. "C'est le règne de la terreur. On a l'impression que si un journaliste parle, il va mourir", abonde Prince Nguimbous devant le correspondant de l'AFP.

Quand les photographes s'intéressent à lui, ses confrères hésitent à s'associer à sa colère, certains s'écartent même pour ne pas être sur la photo. Car la

peur, qu'ont sans doute voulu instiller les assassins de Martinez Zogo dans la profession, est palpable. "C'est un grave coup porté à la démocratie et à la liberté de la presse", écrivait hier l'ONG Reporters sans frontières (RSF) qui appelle Yaoundé à "mettre un terme au climat de violence pour les professionnels des médias".